

Moussa TOURE

Les avatars de la gestion urbaine à Bamako : de la logique coloniale à la logique mondiale. Essai de géographie sociale

Résumé de l'auteur/e. Cette thèse offre l'opportunité de faire une analyse critique sur les enjeux de la gestion urbaine dynamiques de la capitale malienne confrontée depuis plus d'une vingtaine d'années à un dynamisme démographique et spatial sans précédent avec un taux de croissance de 6 % : sa population est passée, presque à chaque recensement, du simple au double (658 275 hab. En 1987, 1 016 296 hab. En 1998, et 1 809 000 en 2009), représentant du coup la moitié de la population urbaine du Mali. À l'instar de toutes les grandes villes africaines Bamako, la capitale du Mali, connaît depuis plusieurs décennies déjà un dynamisme démographique et spatial exceptionnel. Avec une croissance démographique très élevée, en moyenne de l'ordre de 5,4 % (selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat, RGPH, 2009), sa population a augmenté à un rythme considérable, passant de 130 000 habitants en 1960 à 1 809 106 habitants en 2009, date du dernier recensement de la population. Cette poussée démographique s'est manifestée par une expansion spatiale forte et incontrôlée donnant à la capitale une impression de « gâchis urbain » encore plus marquée. Aujourd'hui, la ville n'a plus de disponibilités foncières pour faire face à la demande de ses occupants, et déborde sur les communes rurales périphériques vers le nord-est et le sud-ouest. Face à cette croissance démographique et spatiale forte, les politiques foncières et de logement, engagées n'ont pas atteint les objectifs escomptés. Pendant les trente premières années qui ont suivi l'indépendance (1960), ces politiques sont demeurées inefficaces, déficientes et sélectives, et marquées par une offre de terrains et de logement très insuffisante, un développement spatial caractérisé par un gaspillage de terrain, une production de logements en quasi-totalité assurée par les ménages, une insuffisance considérable dans la fourniture des services urbains et la dégradation des réseaux existants. La production de l'espace urbain bamakois s'est réalisée par des filières d'accession foncière illégales et l'autoconstruction. La part de la promotion immobilière, très insuffisante et dominée par la promotion publique, ne représente guère que de 10 % de la production de logements à Bamako. L'évolution des politiques en matière de gestion urbaine à Bamako (Mali), comme d'ailleurs dans la plupart des grandes villes des pays colonisés par la France, est marquée par trois logiques (MASSIAH G. , TRIBILLON F. , 1999 : 13) qui correspondent à trois moments importants de son histoire contemporaine : la logique coloniale, la logique étatique et la logique mondiale. Si les deux premières logiques (coloniale et étatique) peuvent être jugées de centralisatrices et d'autoritaires, car cherchant à marquer la toute puissance de l'État dans les réformes engagées, la logique mondiale quant à elle, cherche à limiter les interventions de l'État par la mise en place de réformes d'inspiration néolibérale basée sur la privatisation et la création de marchés. Ces trois moments de la gestion urbaine ont démontré que la ville est plus le produit des pratiques et des stratégies de ses occupants, que la volonté seulement des pouvoirs publics et des collectivités territoriales. A partir du début des années 1990, face à la double libéralisation (politique et économique) qui a marqué la plupart des États africains, la question du logement ou plus simplement celle de l'accès au sol urbain est soumise aux contraintes du marché sous l'impulsion voire la pression des bailleurs de fonds, notamment la Banque Mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Les objectifs de cette thèse consistent à comprendre dans un premier temps, quelles sont les logiques des systèmes d'encadrement volontariste, de régulation, et de fonctionnement des processus d'urbanisation des territoires (planification, affectation, équipement des sols) et d'intégration des populations (administration des dispositifs d'accès au logement, aux équipements, aux services), en conformité avec le projet social et politique étatique. Dans un deuxième temps, il s'agit de

faire une analyse des dispositifs de coordination des acteurs, des institutions et de leurs territoires ainsi créés pour atteindre des objectifs spécifiques discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés incertains. Cette thèse tente, in fine, d'interroger les questions d'accès aux ressources de la ville, du droit à la ville et les pratiques et mobilités résidentielles à Bamako.

Mots-clés	Logement, Mali, Bamako, politique urbaine, gouvernance, anthropologie urbaine, mobilité résidentielle
Université	Caen
Discipline	Géographie physique, humaine, économique et régionale
Date soutenance	2014
Directeur/trice de thèse	Jean-Marc Fournier

Thèmes : Politique urbaine et du logement, mobilité résidentielle, politique foncière, urbanisme

Pays ou région : Mali